

CLEFS POUR COMPRENDRE LES CRISES SÉCURITAIRES EN RD CONGO ET LEURS RAPPORTS À LA GOUVERNANCE

Introduction

**Rigobert MINANI
BIHUZO, SJ, PHD.,**
Politologue,
Chef du Secteur
Animation socio-
politique (CEPAS)
et Coordonnateur
de l'Apostolat social
jésuite en RD Congo
et du Réseau Ecclésial
du Bassin du Congo
(REBAC).
rigomin@gmail.com

En RD Congo, quand on parle des crises sécuritaires, l'imaginaire collectif veut que l'on tourne le regard exclusivement vers les conflits qui, depuis plusieurs années, rongent l'Est du pays. Et ces derniers temps, l'on est tenté de se focaliser uniquement sur la province du Nord Kivu, en particulier la région de Beni, et la province de l'Ituri. C'est cette perception qui a, probablement, milité pour la proclamation, en mai 2021, de l'état de siège dans ces régions.

Nous nous proposons, dans les lignes qui suivent, de suggérer une autre approche. Nous commencerons par orienter le regard du lecteur, tout d'abord, ailleurs, dans d'autres régions de la RD Congo, avant d'aborder la crise sécuritaire de l'Est.

1. La crise de la milice Kamuina Nsapu au Kasai

Durant le mois de mars 2017, l'opinion congolaise et l'opinion internationale ont été choquées par deux vidéos qui ont circulé sur les réseaux sociaux. La première montrait des militaires congolais en train de tirer à bout portant sur des civils, dont des femmes et des enfants, et d'exécuter ceux qui étaient blessés et qui gisaient par terre. La seconde montrait Michael Sharp et Zaida Catalan, deux membres du Groupe d'experts des Nations Unies en RD Congo, en train d'être décapités par un groupe de personnes présentées comme des membres de la milice Kamuina Nsapu. Ces scènes se sont passées au centre du pays, dans la province du Kasai, très loin de l'Est de la République, région réputée comme zone de troubles et de rébellions en RD Congo.

Depuis 2016, en effet, le Kasai traverse une période de crise grave : un conflit de succession, commencé

dans une petite chefferie, s'était transformé en une guerre atroce qui a causé un nombre important de victimes. Il a mobilisé les Nations Unies, le gouvernement congolais, ainsi que les gouvernements américain et suédois¹.

En l'espace d'un an, 1,4 million de personnes ont été déplacées et des douzaines de milices armées ont été formées. L'église catholique a dénombré 3 383 décès dus à des conflits dans la grande région du Kasai pour la seule période du 13 octobre 2016 au 17 juin 2017².

2. Tensions communautaires et crise de Yumbi

L'année suivante, une autre crise, aussi grave que celle du Kasai, éclata dans le territoire de Yumbi, province de Mai-Ndombe. Les tensions entre les communautés Banunu et Batende s'étaient exacerbées après la mort, le 2 décembre 2018 à Kinshasa, du chef de la communauté Banunu, Mr. Mantoma Fédor. Le différend portait sur le lieu d'enterrement de ce chef. Les Banunu souhaitaient l'enterrer à côté de son père dans la parcelle familiale au centre de la cité de Yumbi. La communauté Batende estimait que Yumbi était leur terre ; y enterrer le chef des Banunu était considéré par elle comme une tentative d'établir un droit coutumier Banunu sur un territoire Batende. Le gouverneur, lui-même de la communauté Batende, s'opposa à cet enterrement *« pour des raisons sécuritaires et sanitaires et sur base des dispositions légales interdisant l'inhumation des défunts dans une parcelle privée »*.

Cette décision du gouverneur fut alors interprétée comme favorisant sa communauté. Cependant, malgré l'opposition des autorités et de la communauté Batende, le chef Mantoma Fédor sera inhumé en secret dans la parcelle familiale, dans la nuit du 14 au 15 décembre 2018. Ce différend, manifestement banal, a dégénéré en affrontements meurtriers entre communautés. Et selon le rapport du Bureau Conjoint des Nations unies aux droits de l'homme³, ces attaques ont fait au moins 535 morts et 111 blessés. Le même rapport a aussi identifié 59 sites d'enterrement, dont 15 tombes communes. Parmi les dégâts matériels, on compte 967 habitations, 14 églises, 17 écoles et 5 centres de santé pillés et/ou détruits. Ces chiffres, selon ce rapport, ne sont pas exhaustifs. Les enquêteurs estiment, en outre, que les attaques semblent avoir été planifiées.

Plusieurs centaines, voire milliers, de personnes ont envahi les localités de Yumbi, Bongende, Nkolo II équipées d'armes à feu, d'armes blanches et d'essence. Les assaillants ont utilisé des fusils de chasse contre les

1 Michael SHARP était de nationalité américaine et Zaida CATALAN de nationalité suédoise.

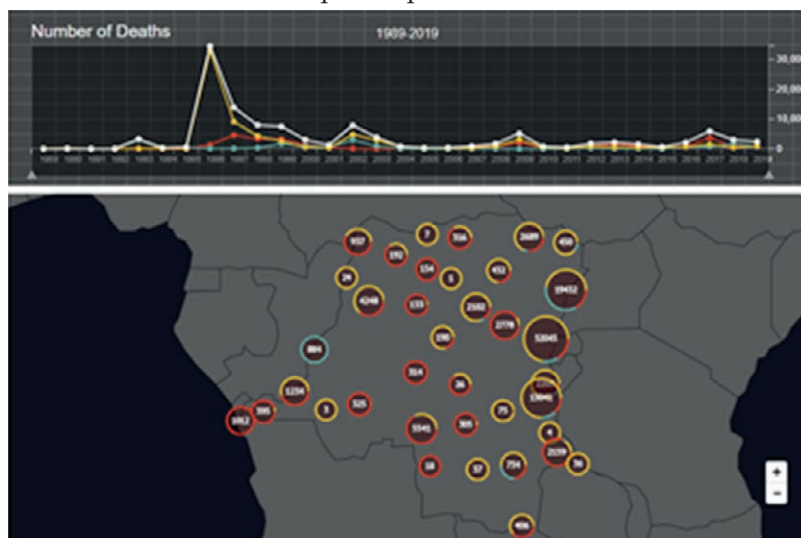
2 GROUPE D'ETUDE SUR LE CONGO, *Mettre le feu à sa propre maison. La crise au Kasai : La manipulation du pouvoir coutumier et l'instrumentalisation du désordre*, Rapport d'enquête n°3, juillet 2018, p. 6.

3 Bureau Conjoint des Nations unies aux droits de l'homme, Rapport de mission d'enquête spéciale sur les violences intercommunautaires des 16 et 17 décembre 2018 dans le territoire de Yumbi, Mars 2019, p. 4.

personnes tentant de fuir et ont brûlé les maisons, souvent alors que des personnes s’y trouvaient. Les personnes blessées par balle ou par les incendies, ont pour la plupart été achevées par armes blanches. Les corps de nombreuses victimes ont été mutilés et certains de leurs membres, la tête, ainsi que les parties génitales, coupés et emportés par les assaillants. Les attaques semblent avoir été planifiées et organisées avec le soutien de certains chefs coutumiers dans le but d’infliger des pertes à la communauté Banunu du territoire⁴.

J’ai choisi de commencer par ces deux cas éloignés de l’Est de la RD Congo, pour soutenir l’argument que j’emprunte au professeur Johan Galtung. Les crises du Kasaï et de Yumbi confirment sa théorie qui stipule que **la violence et les conflits ne sont pas seulement préoccupants quand ils éclatent. Dans une situation de déséquilibre social ou d’instabilité politique**, un fait banal peut dégénérer en atrocités, car la violence latente prépare la violence personnelle/individuelle. Elle est là bien avant que les premières bombes ne commencent à tomber, les premières balles à siffler, bien avant que les machettes ne sortent et que les coups de poing ne se donnent⁵.

L’intérêt de commencer notre réflexion par ces cas graves mais qui n’ont pas autant mobilisé l’opinion nationale est qu’il nous permet d’élargir l’horizon du rapport entre les crises sécuritaires et la gouvernance en RD Congo et d’en mesurer la gravité. Car, comme on le sait, les crises du Kasaï et de Yumbi ne sont ni des cas isolés ni des cas rares en RD Congo. La RD Congo connaît régulièrement, dans certaines de ses régions, des conflits violents et meurtriers aux conséquences humanitaires alarmantes, mais qui ne mobilisent que très faiblement le pouvoir public malgré le nombre de morts et de blessés qu’il déplore.



4 Ibid. p. 9.

5 Johan GALTUNG, "Violence, peace, and peace research", in *Journal of peace research*. Vol 6, n° 3, pp. 167-191.

L'analyse de ces multiples crises sécuritaires révèle que l'explosion de beaucoup de conflits locaux en RD Congo est souvent la conséquence de la faiblesse de l'état et d'un déficit de gouvernance. Il existe un lien entre les crises locales et la stabilité politique au niveau national. La situation s'enlise chaque fois que le pays s'installe dans l'incertitude, que l'État est absent ou complice de l'insécurité et de l'instabilité même à petite échelle, chaque fois que la vie sociale et politique s'embourbe dans des manœuvres de cafouillage et de tricherie politiques. Ces diverses situations ouvrent et préparent à la violence, aux conflits, à la guerre et elles rendent le pouvoir local incapable de gérer des conflits même simples. Aujourd'hui, la situation se complique, car même des conflits minuscules ont désormais le potentiel d'apparaître grands à cause, entre autres, de l'espace qu'occupent désormais les médias sociaux et surtout les « fake news » qui enveniment les choses et manipulent l'opinion. Les réseaux sociaux contribuent à orienter le comportement des acteurs de violence, et même des opérateurs sociaux et politiques.

3. Crises de gouvernance et crises sécuritaires en RD Congo

Un rappel de certains événements politiques en RD Congo pourrait nous aider à préciser le lien entre crises politiques et insécurité chronique en RD Congo, et comment certaines crises de gouvernance ont accéléré des crises sécuritaires.

1. Enlissement de la Conférence nationale souveraine (CNS) et guerre de l'AFDL

Les analystes politiques s'accordent à reconnaître que l'enlissement de la CNS a favorisé la gestation de la guerre menée par l'AFDL. Au soir du régime Mobutu, la CNS avait été convoquée pour recréer un nouveau consensus sur la marche de la nation. Ses objectifs étaient les suivants : « *La relecture de l'histoire du pays pour identifier les causes profondes de sa faillite. Proposer de nouvelles institutions. Rédiger une nouvelle constitution à soumettre au référendum durant la période de transition. Lancer la transition jusqu'aux élections libres et transparentes* »⁶.

Toutes les forces vives et représentatives de la nation étaient parvenues à baliser le chemin de la démocratie et de la stabilité. Elles avaient même élu un premier ministre issu de l'opposition, voté un projet de constitution de la troisième République, élaboré un calendrier électoral, et mis sur pied le Haut Conseil de la République comme organe de suivi et d'exécution des décisions de la CNS. Le pays avait toutes les raisons de penser qu'il était sur la bonne voie de sortie de la crise.

6 Rigobert MINANI BIHUZO, S.J., 1990-2007, 17 ans de transition politique et perspectives démocratiques en RDC. Document d'éducation civique, Kinshasa, Ed. Cepas/Rodhelec, p. 29.

Mais, le régime Mobutu refusa de mettre en pratique les résolutions de la CNS. La crise de gouvernance, qui avait commencé depuis 1990, se prolongea après la fin de la CNS, le 31 juillet 1992, jusqu'au début de la guerre de l'AFDL (septembre 1996). L'enlisement politique interne a laissé le temps et l'espace à la gestation d'une « rébellion » et a donné l'opportunité aux événements exogènes (guerre au Burundi et génocide au Rwanda) de se greffer sur cette situation et ainsi d'accélérer la déliquescence de l'État. Les théoriciens politiques ont qualifié la RD Congo d'un trou noir⁷ qui crée le vertige autour d'elle et aspire les conflits des états voisins tout en étant incapable de les juguler sur son territoire.

La prise du pouvoir, le 17 mai 1997, par l'Alliance des Forces Démocratiques de Libération (AFDL) a consacré la sortie de la logique de la démocratie que symbolisait la CNS et a replongé le pays dans une phase des crises de gouvernance successives. L'alliance entre les forces de l'AFDL n'avait pas d'avenir parce qu'elle était une non-alliance ; c'était « un conglomerat d'aventuriers et d'opportunistes », dira plus tard Laurent Désiré Kabila. Après seulement quinze mois, le 2 août 1998, la guerre éclata et l'AFDL s'écroula.

2. La seconde guerre (1998 – 2003)

La deuxième crise sécuritaire grave est liée à la tentative de prise de pouvoir à Kinshasa par le Rwanda et l'Ouganda par le truchement d'une opération aéroportée à la base militaire de Kitona au Kongo central et de l'avancée rapide de leurs troupes vers Kinshasa. Après l'échec de cette tentative suite, entre autres, à l'intervention de l'Angola, du Zimbabwe et de la mobilisation populaire, l'Est de la RD Congo sera brutalement occupé par les pays voisins au service desquels étaient les mouvements rebelles. La fracture parmi les alliés de l'AFDL a consacré l'explosion du bloc ayant soutenu l'avancée de Kabila, provoquant ainsi une nouvelle recomposition de l'espace politique et une nouvelle carte géostratégique et sécuritaire. Une guerre atroce opposera le gouvernement officiel de Kinshasa, soutenu par ses alliés, et la rébellion du RCD, soutenue par le Rwanda et l'Ouganda. La seconde guerre en RD Congo qualifiée aussi de guerre d'occupation par opposition à la guerre de libération, sera, parmi tant d'autres raisons, la conséquence de l'incapacité des sociétaires de l'AFDL de faire passer auprès des Congolais un projet politique consensuel. Ainsi, après l'essoufflement des affrontements entre les deux blocs, l'Accord de paix de Lusaka sera une nouvelle tentative politique de sortie de crise.

⁷ Koen VLASSENROOT, Traduction de Nathalie DELALEEUWE, « Négociateur et contester l'ordre public dans l'Est de la République démocratique du Congo », in *Politique africaine* 2008/3 (N° 111), pp. 44 à 68.

3. L'accord de Lusaka

Depuis l'échec de la prise de Kinshasa lors de l'offensive du 2 août 1998, l'occupation de la région orientale du pays sera musclée. Les violations des droits de l'homme seront nombreuses et alarmantes. Elles justifieront, de la part des Nations Unies, la création du projet Mapping⁸. Pour survivre, les populations ont intensifié des actions de résistance civile et même armée.

Entre-temps, la poursuite des génocidaires, raison avancée depuis 1997 par l'Ouganda et le Rwanda pour envahir la RD Congo, ne parvenait plus à convaincre grand monde après les affrontements entre les troupes rwandaises et ougandaises à Kisangani pour le contrôle du marché de diamant de Bafwasende.

Les trois guerres de Kisangani avaient vidé de leur contenu les revendications de sécurité des parrains de la rébellion en mettant à nu leurs appétits. Le capital de confiance que pouvait encore avoir la rébellion était ainsi mis en péril⁹.

Après ce scandale, plus personne, au niveau national comme international, ne pensait que les rébellions en RD Congo étaient une alternative démocratique. Les parrains de la rébellion mis sous pression interne et externe finiront par accepter le principe d'un dialogue inter-congolais, dont les contours seront inscrits dans l'Accord de Lusaka négocié entre la RD Congo et une longue liste des pays voisins.¹⁰ C'est cet accord, déséquilibré et injuste¹¹, qui plantera le cadre du dialogue inter-congolais en Afrique du Sud, dialogue supposé remettre le pays sur les rails de la démocratie et de la paix.

4. Dialogue de Sun City

La signature, le 10 juillet 1999, de l'Accord de Lusaka, ne mettra pas fin à la guerre. Suivront deux ans et demi de négociations prolongeant ainsi l'incertitude et l'instabilité. Le début du dialogue, le 25 février 2002, n'arrêtera pas non plus les affrontements. Le dialogue, lui-même, sera très mouvementé et parsemé d'obstacles.

Les travaux avaient à peine repris et on venait de s'accorder sur l'ordre du jour et d'adopter le règlement d'ordre intérieur, lorsque le Rcd/Goma... envahit le 14 mars la localité de Moliro au bord du lac Tanganyika. La tentative était de subordonner les accords probables de Sun-City au rapport des forces sur le terrain¹².

8 HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES DROITS DE L'HOMME, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, 1993-2003, Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo, Août 2010.

9 Rigobert MINANI BIHUZO, S.J., 1990-2007, *17 ans de transition politique et perspectives démocratiques en RDC*. Document d'éducation civique, Kinshasa, Ed. Cepas/Rodhecic, p. 53.

10 Zambie, Angola, Namibie, Rwanda, Ouganda, Zimbabwe, l'Union africaine, les Nations unies, la SADEC, ainsi que des représentants des rébellions RCD et MLC

11 Lire à ce propos, Gerard BALANDA MIKUIN LELIEL, *Les accords de paix en République démocratique du Congo*, Kinshasa, éd. Cheche, 2003.

12 Rigobert MINANI BIHUZO, S.J., 1990-2007, *17 ans de transition politique et perspectives démocratiques*

Cet état d'esprit accompagnera tout le dialogue. Faute de gagner sur le terrain de combat, l'option des uns et des autres sera de gagner par le verbe. Aucune commission du dialogue ne finira son travail. Aucune percée significative ne sera faite sur les questions délicates à l'ordre du jour des négociations. La stratégie fut, dans toutes les commissions, de renvoyer les points litigieux à la période de transition. Ce qui semble avoir été un consensus était, en réalité, l'incapacité des délégués au DIC à engager le pays pour des questions de souveraineté.

La commission économique et financière renvoya la question des contrats miniers et forestiers signés durant les deux guerres à une commission d'enquête parlementaire (...) durant la transition (...). **La commission paix et réconciliation**, réserva, elle aussi, la délicate question de la nationalité à l'assemblée nationale de transition. (...) l'identification des nationaux, le recensement des immigrés, réfugiés (...), préalable à la solution définitive de la question de la nationalité, furent renvoyés aux institutions de la transition. **La commission défense et sécurité** plancha sur les mécanismes de la restructuration et de l'intégration des forces armées (...) Cette question (...) fut laissée pendante¹³.

En fin de compte, la fin du dialogue fut chaotique. Le RCD Goma rejeta les plans Mbeki 1 et 2 de sortie de crise.

– les propositions qui nous ont été présentées sont irréalistes et nous les rejetons ; – nous ne reconnaissons qu'un seul Facilitateur du dialogue inter-congolais et nous nous demandons ce que vient faire l'intervention de Thabo Mbeki ; – nous constatons que Masire a échoué parce que nous ne nous sommes pas mis d'accord sur l'essentiel des objectifs du dialogue ; – nous sommes heureux de constater que Kinshasa est finalement disposé aux vraies discussions et demandons au Facilitateur la prolongation de ces assises¹⁴.

Le 19 avril 2002, l'accord de Sun City fut signé par Kinshasa, le MLC et le RCD/N ; et de son côté, le RCD et son parrain créèrent l'alliance de sauvegarde du dialogue inter-congolais (ASD)¹⁵.

Les analystes politiques fournissent les raisons de l'intransigeance du RCD : « *Kigali en est venu à percevoir le Kivu comme un espace vital à contrôler et à conserver à tout prix* »¹⁶. Cette conclusion de l'ICG est confirmée par la déclaration du président Kagame, après sa rencontre avec le Ministre

en RDC. Document d'éducation civique, Kinshasa, Ed. Cepas/Rodhecic, p. 67.

13 Rigobert MINANI BIHUZO, S.J., 1990-2007, *17 ans de transition politique et perspectives démocratiques en RDC*. Document d'éducation civique, Kinshasa, Ed. Cepas/Rodhecic, pp. 68-69.

14 Rigobert MINANI BIHUZO, S.J., 1990-2007, *17 ans de transition politique et perspectives démocratiques en RDC*. Document d'éducation civique, Kinshasa, Ed. Cepas/Rodhecic, pp. 69.

15 L'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (l'UDPS), la Dynamique pour une transition neutre (DPTN) de Katebe Katoto, le Mouvement National Congolais/Lumumba de François Lumumba, le Mouvement Lumumbiste Progressiste (MLP) et le rassemblement pour une nouvelle société (RNS).

16 ICG, Temps couvert par Sun City : la refondation nécessaire du processus de paix congolais, 4 mars 2002, rapport Afrique n°44, p. 12.

à la Présidence, M. Katumba Mwanke : « Avec ou sans le dialogue, nous ne nous retirerons pas du Congo »¹⁷.

Depuis l'évènement de Moliro, il était désormais clair que le Rwanda et son protégé le RCD étaient résolus à relancer la guerre.

Des mouvements de troupes sont confirmés par la Monuc ou dénoncés par les belligérants sur chacun des axes stratégiques menant du territoire sous contrôle de l'Apr et du Rcd/Goma à celui contrôlé par le Gouvernement (...) Nord Katanga, Maniema, Kasai, Nord Kivu, Province Orientale, aucune zone n'est épargnée¹⁸.

5. La Transition politique

Quand, finalement, après les négociations de Pretoria, le RCD décide de participer à la transition, il était clair pour tous qu'il serait en partie chargé de faire avancer les ambitions de son parrain qui étaient plus larges et visaient le contrôle de la vie politique et militaire en République Démocratique du Congo. ICG dévoilera certains aspects de ces ambitions :

Le RCD pourrait ainsi intégrer dans l'armée congolaise une partie de ses hommes, certains recrutés juste avant le dialogue de Sun-City et parmi lesquels on trouve des tutsi du Nord Kivu, des tutsi rwandais et des Hutu congolais et revendiquer une place plus importante dans le commandement militaire national et local¹⁹.

C'est ce que signifiait la déclaration de M. Ruberwa, le chef politique du RCD, le lundi 25 mars à Sun City : *Nous n'allons pas nous laisser sélectionner ou envoyer quelques éléments dans les FAC. Nous avons à fusionner*²⁰.

Ainsi, depuis la signature de l'accord de paix et le début de la transition, le 1^{er} avril 2003, alors que l'opinion internationale considérait que le pays était enfin sorti des conflits et de la guerre, la RD Congo était, en réalité, entrée dans une phase pernicieuse de conflit et de guerre. Le pouvoir mis en place après le partage des postes ministériels et militaires sera un pouvoir éclaté. La CENCO décrira la situation politique et sécuritaire de cette période en ces termes :

Des forces centrifuges et centripètes s'entrechoquent sur fond d'une sérénité politique illusoire... le nouvel ordre politique enregistre des ratés inquiétants englués dans un faisceau de réalités aux dimensions nationales et internationales²¹.

17 Rigobert MINANI BIHUZO, S.J., 1990-2007, *17 ans de transition politique et perspectives démocratiques en RDC*. Document d'éducation civique, Kinshasa, Ed. Cepas/Rodhecic, p. 72.

18 ICG, Temps couvert par Sun City : la refondation nécessaire du processus de paix congolais, 4 mars 2002, rapport Afrique n°44, p. 9

19 Rigobert MINANI BIHUZO, S.J., 1990-2007, *17 ans de transition politique et perspectives démocratiques en RDC*. Document d'éducation civique, Kinshasa, Ed. Cepas/Rodhecic, p. 13.

20 Rigobert MINANI BIHUZO, S.J., 1990-2007, *17 ans de transition politique et perspectives démocratiques en RDC*. Document d'éducation civique, Kinshasa, Ed. Cepas/Rodhecic, p. 14.

21 CENCO, *Pour l'amour du Congo, je ne me tairai point*, Ed. du Secrétariat de la Cenco, Kinshasa, 14 février 2004.

Et la rue résumera cette situation dans la formule célèbre de $1+4 = 0$.

Plusieurs rapports²² avaient averti l'opinion que le Rwanda avait « transformé la stratégie de guerre en stratégie d'occupation militaire intensive » et s'activait pour que l'accord de paix aboutisse « à la légalisation de l'influence rwandaise au Kivu ». La communauté internationale a été officiellement saisie, et de manière confidentielle, par le président de l'équipe du panel des experts des Nations Unies en RD Congo.

J'ai l'honneur de soumettre, à titre confidentiel, le texte détaillé de la section V du rapport final du Groupe spécial. Cette section contient des informations très sensibles sur les acteurs impliqués dans l'exploitation des ressources naturelles de la RD Congo, leur rôle dans la perpétuation du conflit ainsi que des détails sur le lien entre l'exploitation illégale et le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. (...) Je voudrais bien vouloir également que cette section reste confidentielle et ne soit pas diffusée au-delà des membres du conseil de sécurité²³.

4. Rapport entre instabilité politique et crises sécuritaires

Comme l'avaient bien annoncé les différentes sources, au lendemain de la transition politique en RD Congo, le Rwanda avait mis en mouvement deux stratégies : d'une part, son équipe à Kinshasa essayait d'occuper l'espace politique nécessaire et d'infiltrer le système de défense du pays ; d'autre part, il créa de nouvelles rébellions avec une partie de troupes du RCD qui avait reçu instruction de ne pas entrer dans les institutions de la transition.

Le leadership politique et militaire du RCD sera installé à Kinshasa et participera à la mise en place des institutions de la transition. C'est en cette qualité que, le 1^{er} avril 2003, juste après la signature de l'accord de dialogue inter-congolais et la prestation de serment de Joseph Kabila sur la constitution de transition, le 7 avril 2003, il occupera les positions à lui réservées par l'accord de paix de Pretoria au sein du gouvernement d'union nationale. Le 17 juillet 2003, son candidat prêta serment comme un des quatre vice-présidents du gouvernement de transition. Il aura aussi des députés dans le parlement de transition. Ses officiers militaires auront des responsabilités de premier plan lors de l'installation, le 5 septembre 2003, de l'état-major général des FARDC.

En même temps que l'opinion saluait cette avancée politique, une autre guerre se préparait. Le Rwanda s'employait à créer et à piloter une

22 Rapport d'experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC, octobre 2002. ICG, La refondation du processus de paix congolais, mars 2003.

23 Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la RDC, 20 octobre 2003. « "I have the honour to submit, on a confidential basis, the detailed text of section V of the Panel's final report. This section contains highly sensitive information on actors involved in exploiting the natural resources of the DRC, their role in perpetuating the conflict as well as details of the connection between illegal exploitation and illicit trade of small arms and light weapons (...) I would also kindly ask you that this section remain confidential and to not be circulated beyond the members of the security council."

rébellion dirigée par deux ex-haut officiers du RCD, à savoir le Général Laurent Nkunda et le Colonel Jules Mutebusi. Le 26 mai 2004, elle attaque, pour la première fois, la ville de Bukavu, et pour la deuxième fois, le 2 juin 2004, elle l'occupa. Le 12 décembre 2004, le CNDP lança une offensive sur Kanyabayonga au nord Kivu avec l'intention d'arriver jusqu'à Butembo.

La tenue des élections, le 20 juillet 2006, ne calmera pas la situation, car les candidats du RCD avaient du mal à se faire élire. À partir du 5 août 2006 s'intensifient les affrontements entre le CNDP et les FARDC.

Ni la conférence de Goma (6 janvier 2008), ni la signature de l'acte d'engagement par le CNDP (23 janvier 2008), ne ramèneront la paix. Kinshasa décida de prendre directement langue avec Kigali. Le pouvoir de Kigali acceptera, le 22 janvier 2009, de mettre de côté Laurent Nkunda et de le remplacer par le Général Bosco Ntaganda. Ce changement permit la signature de l'accord du 23 mars 2009 entre la RD Congo et le CNDP, et l'intégration de la rébellion dans les FARDC.

La contre-performance électorale réalisée par les membres du CNDP en 2011 va amener des ex CNDP à créer, en mars 2012, la rébellion du M23. Le 20 novembre 2012, avec l'aide des troupes d'élites du Rwanda et de l'Ouganda, ce mouvement attaque et capture la ville de Goma, créant ainsi une crise politique majeure à Kinshasa. Le régime politique de Kinshasa ne s'en sortira que grâce à l'intervention politique et militaire de la SADEC. L'arrivée des forces sud-africaines et tanzaniennes renversera le rapport de force et obligera le M23, après une défaite militaire le 30 octobre 2013, à signer un accord de paix et à exiler ses troupes en Ouganda et au Rwanda.

1. Mayi-Mayi et groupes armés

Les communautés locales, ayant perdu confiance dans les FARDC, leur armée nationale, bousculées et mises sous pression par ces différentes agressions dont le coût humain est de plus en plus élevé, se sont décidées de s'organiser en milices d'auto-défense, qualifiées de « groupes armés » ou de « Mayi-Mayi » pour défendre leurs populations et leurs territoires de ces agressions aux multiples visages.

C'est, entre autres, les chocs entre ces « *forces centrifuges et centripètes* » qui ont régulièrement dégénéré en violence, conflits et guerres à l'Est de la RD Congo, faisant de l'Est du pays un véritable bournier.

Les conflits qui se sont incrustés à l'Est de la RD Congo plongent donc leurs racines profondes dans cette instabilité nationale et régionale. Leur gravité et leur répétition ont fini par attirer toute l'attention et laisser dans l'ombre d'autres conflits aussi violents, comme celui du Kasai, du Nord-Katanga, du Kongo central et de Mai-Ndombe, etc. tous désormais traités comme des faits divers, malgré le nombre de victimes et la crise humanitaire qu'ils provoquent.

2. Clefs de lecture des conflits et leur rapport à la gouvernance

Les lignes qui précèdent nous ont fourni quelques clefs de lecture des conflits violents et leur rapport à la gouvernance en RD Congo.

Les conflits en RD Congo ont été favorisés au niveau national par la faillite de l'État congolais qui a caractérisé la fin de la dictature de Mobutu. La fin de la guerre froide a accéléré son déclin, mais aussi elle a laissé un vide dans la construction de l'État Congolais qui perdure. En effet, les conflits qui y ont élu domicile à partir de 1996 et qui, depuis 2003, ont changé leur mode opératoire, n'ont pas été contenus par le vent de la démocratie qui a soufflé sur le pays et dans le monde. D'où la nécessité de repenser, dans un tout cohérent, la promotion de la démocratie, la construction de l'État et la construction de la paix.

Il y a ensuite, toujours au niveau local, les conséquences de l'impasse politique durant les six années de convulsion du régime dictatorial agonisant (1990-1996). Pendant ce temps, les conflits locaux ont eu le champ libre pour se développer, principalement au Nord-Kivu (1993)²⁴ et, à partir de 1994, au Sud-Kivu²⁵.

Au niveau régional, le Rwanda comme le Burundi ont aussi été secoués par le vent de la démocratisation. Celui-ci est venu se greffer sur une histoire déjà chargée de ces pays, histoire de méfiance entre ethnies et d'un passé politique violent (1959 pour le Rwanda et 1972 pour le Burundi).

Enfin, il y a le laisser-faire de la Communauté internationale. Dans une situation normale, les conflits au Rwanda et au Burundi auraient eu un impact limité sur la RD Congo si la communauté internationale n'avait pas fermé les yeux sur la violation flagrante du droit international, et en particulier le droit de l'intangibilité du territoire. Les guerres de 1996 et 1998 qui, en droit public international, sont à classer comme des guerres d'invasion d'un pays par d'autres, ont été maquillées comme de simples rébellions.

C'est dans ce contexte instable de faillite de l'État, de l'impasse politique, des conflits locaux et régionaux et du laisser-faire international que la région des Grands Lacs a pu libérer des énergies de violence qu'elle contenait avec peine depuis des décennies. La RD Congo en est devenue le théâtre principal de la conflictualité. Un projet de construction de la paix en RD Congo doit prendre en considération tous ces aspects.

L'analyse des motifs à l'origine de la rébellion du CNDP et du M23 fournit quelques clefs de lecture pour comprendre le pourquoi de la répétition et de la pérennité des crises sécuritaires à l'Est de la RD Congo. Il ne fait pas de doute que si l'Ouganda et le Rwanda ont récidivé quatre fois au moins dans la création des rébellions en apportant leur appui en hommes, matériels militaires, finance et renseignement, et s'ils visaient à occuper

24 BUCYALIMWE MARARO, Stanislas, Goma 1993, in *Les cahiers de l'Afrique. Recherches africaines*, publié le 25 septembre 2004.

25 Jean Claude WILLAME, *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*, Paris, L'Harmattan, 1997, 154 pages.

politiquement et militairement l'Est du pays, c'est parce qu'ils avaient un certain nombre d'objectifs qui émergent d'une analyse des rapports des Nations Unies²⁶. Parmi ces objectifs, nous pouvons retenir :

- La volonté de l'Ouganda et du Rwanda de contrôler, de protéger et de maintenir leurs intérêts à l'Est de la RD Congo.
- Une volonté manifeste de miner la mise en place d'une armée nationale républicaine en RD Congo.
- La volonté de maintenir leur suprématie militaire sur les FARDC dans la partie orientale du pays.
- Par des actions répétitives, saboter la mise en place des institutions politiques de gestion de la nation.
- Par des stratégies bien élaborées, faire échapper une partie du pays au contrôle de Kinshasa.
- Le contrôle de la vie économique, entre autres, par le maintien du monopole sur les ressources naturelles.
- Et si les conditions leur sont favorables, créer une entité autonome sous leur contrôle à l'est de la RD Congo. Ce que l'opinion congolaise et, en particulier, la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO), qualifie de « plan de balkanisation de la RD Congo ».

C'est la conjonction de toutes ces actions qui a plongé l'Est de la RD Congo dans un conflit complexe que la littérature identifie comme « Protracted conflicts »²⁷, c'est-à-dire un conflit embourbé, long et compliqué, un conflit difficile à cerner, à gérer et à analyser et extrêmement difficile à résoudre, un conflit frustrant, tantôt rampant, tantôt intense et manifestement sans solution facile. C'est ce genre de conflit qui tire vers le bas les tentatives de gouvernance et de normalisation de la vie sociale et politique en RD Congo.

Conclusion

Notre tentative de montrer le lien qui existe entre crises sécuritaires et crises de gouvernance en RD Congo nous a conduit à reconnaître que l'insécurité en RD Congo est favorisée par l'instabilité politique, la faillite de l'État et l'impasse politique. La durée de celles-ci a favorisé l'explosion de nombreux conflits locaux, éparpillés sur toute l'étendue du territoire

26 Depuis 2001, Un groupe d'experts des Nations Unies publie annuellement deux rapports sur les conflits et l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RD Congo.

27 "Protracted conflicts are messy. They are hard to pin down, manage and analyze and extremely difficult to resolve. They are intense, frustrating and complex with no readily conceivable solution. Protracted conflict is a technical term in a theory developed by Edward Azar. It generally refers to conflicts described by other researchers as protracted or intractable, for example as complex, severe, commonly enduring, and often violent". www.academia.edu/12140321/Protracted_Conflict (consulté le 7 mai 2019).

Sur *Protracted conflicts*, lire aussi, LIFE AND PEACE INSTITUTE, *Protracted conflicts. A long way to go for peace* A journal of peace research and action, n° 4/2010.

national. L'insécurité en RD Congo est aussi liée aux conflits régionaux qu'elle aspire et au laisser-faire international. C'est ce pourrissement sécuritaire qui favorise la libération un peu partout des énergies de violence que le pouvoir public semble aujourd'hui incapable de juguler.

Pour mettre fin à cette situation, la priorité nationale devra consister à édifier un État qui fonctionne, un État à même de rétablir la légitimité du pouvoir, de doter le pays de capacités requises pour garantir la sécurité de ses citoyens, de maîtriser les finances et de distribuer la justice et garantir le droit. Il s'agit, en bref, de consolider la démocratie et de promouvoir l'État de droit. Malheureusement, au regard de la succession des événements politiques récents, le pays ne semble pas s'engager dans cette direction. En effet, ce qui a mobilisé les efforts de tous, depuis la fin de la transition, c'est la volonté de tous d'éviter la répétitivité de la crise de légitimité. Pour ce faire, le pays a choisi d'investir massivement en hommes et en moyens financiers dans l'organisation des élections. Les trois cycles électoraux que nous avons connus n'ont ni vidé la crise, ni consolidé la démocratie et, moins encore, mis fin aux conflits.

Pire, le troisième cycle des élections de 2018, organisé avec deux ans de retard, a multiplié des pratiques coupables et insolites qui vont dans le sens opposé de la consolidation de la démocratie et de la stabilisation du pays. Le processus électoral de 2018 s'est construit sur base de la falsification des textes des accords politiques négociés par l'entremise de la CENCO. La mise en place des institutions de l'État chargées, entre autres, d'assainir le processus électoral, s'est faite sur la base d'un faux accord non inclusif. Ce processus électoral s'est distingué dans la manipulation de la justice pour écarter certains candidats de l'opposition ; il a exposé sur la place publique des pratiques de corruption à grande échelle où certains postes électoraux sont acquis sur base de paiement de sommes d'argent faramineuses. Et quand toutes ces pratiques ont échoué à faire passer le candidat de la majorité, le pouvoir politique a obtenu de la CENI la publication des résultats douteux aux niveaux présidentiel, législatif et provincial, et obligé la cour suprême à les confirmer. Et le comble, c'est que les complices de ces pratiques sont aussi nombreux dans la Majorité que dans l'Opposition. Ces fraudes et ces manipulations ont vidé le pouvoir politique de toute légitimité populaire.

D'aucuns se posent la question de savoir comment le pays sortira durablement de cette situation. Pour le bien de nos enfants et petits-enfants, ne devrait-on pas mettre en place des dynamiques citoyennes pour forger un moment fondateur, développer un nouvel imaginaire et redonner un nouveau rêve à la RD Congo ? ■